



**PRÉFÈTE
DE LA
DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations**

Service Santé, Protection Animales et Environnement

Affaire suivie par : Philippe GALLAIS

Tél : 05 53 03 66 61

Courriel : ddetspp-icpe@dordogne.gouv.fr

Référence du rapport: EN250020

RAPPORT D'INSPECTION

**Société d'exploitation des abattoirs d'Eymet en Périgord
Commune d'EYMET**

PARTIE ADMINISTRATIVE

Organisme d'inspection : DDETSPP DE LA DORDOGNE

Date de l'inspection : 5 décembre 2024

Inspecteurs :

Philippe GALLAIS, Inspecteur de l'Environnement ICPE

Accompagnants :

Vincent HINOUX, DDETSPP, SSA, Vétérinaire coordonnateur des abattoirs de boucherie
Massimiliano BOROSSO, DDETSPP, SSA, Vétérinaire officiel abattoir d'EYMET.

Type d'inspection¹: ☐ Inopinée ☒ Annoncée ☒ Circonstancielle ☐ Planifiée

Motif de l'inspection : contrôle de la gestion des effluents de l'établissement

Champs de l'inspection : ☒ Physique ☒ Documentaire

Représentants de l'établissement ayant accompagné l'inspecteur :

M. SIMEON Lionel, employé

Références réglementaires :

> Code Environnement, parties législative et réglementaire des titres 1^{er} des livres I et V,

> Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux ».

¹Contrôle inopiné : contrôle sur site dont la date n'a pas fait l'objet d'une information préalable de l'exploitant.

Contrôle annoncé : contrôle sur site qui fait l'objet d'une information préalable de l'exploitant au moins 48 heures à l'avance.

Contrôle planifié : action de contrôle sur site programmée dans le cadre d'un processus de planification annuel ou pluriannuel.

Contrôle circonstanciel: action de contrôle sur site qui n'a pas fait l'objet d'une planification préalable dans le cadre du programme d'inspection et qui a été initiée par un événement difficilement prévisible (plainte, sollicitation de tiers, suivi d'une mise en demeure, accident, cessation d'activité,...).

SITE INSPECTE

Dénomination établissement : Société d'exploitation des abattoirs d'Eymet en Périgord

Nom et prénom des gérants: MASO Rino

Activité : Abattoir d'animaux de boucherie

SIRET : 518 839 055 00010

CODE AIOT : 0005213383

Adresse du site : 22 rue de Guyenne 24500 EYMET

Courriel : abattoirs.eymet@orange.fr

Objectifs du contrôle : conformité des installations vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 30 avril 2004.

I – CONTEXTE

Le site est soumis au régime de la déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour la rubrique 2210.

La Société d'exploitation des abattoirs d'Eymet en Périgord est un établissement d'abattage d'animaux de boucherie dont l'activité est limitée à 3 jours par semaine avec un tonnage de carcasses journalier maximum de 3 tonnes. Le tonnage annuel est d'environ 500 tonnes.

Des écoulements de sang sont régulièrement observés dans le cours d'eau "Le Dropt" dont le lit se trouve à proximité immédiate des installations. Le service Sécurité Sanitaire des Aliments de la DDETSPP sollicite l'inspection des installations classées pour un contrôle in-situ.

II – CONSTATS

N°1 : Dispositions générales

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 1.4
Thème Dossier installation classée		
Prescription contrôlée L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">– le dossier de déclaration ;– les plans tenus à jour ;– la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;– les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;– les résultats des dernières mesures sur les effluents ;– les documents prévus aux points 3.5, 5.1, 5.8. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées		
Constats : NON CONFORME – Absence de dossier de déclaration.		

N°2 : Implantation – Aménagement

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 2.1
Thème Règles d'implantation		
Prescription contrôlée L'installation est implantée : <ul style="list-style-type: none">– à au moins 35 mètres des puits et forages, autres que ceux destinés au seul fonctionnement de l'installation, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation		

souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

– à 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers (hors locaux occupés par des personnels liés à l'installation), des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, des stades ou des campings agréés, ainsi que des lieux de baignade et des plages.

Dans le cas de l'extension des installations existantes, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux nouveaux bâtiments. Elles ne s'appliquent pas lors de la mise en conformité de ces installations.

Constats : NON CONTRÔLÉE

Installations existantes. Droits acquis.

N°3 : Implantation – Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.2

Thème **Intégration dans le paysage**

Prescription contrôlée

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

Constats : CONFORME

N°4 : Implantation – Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.3

Thème **Interdiction de locaux occupés par des tiers**

Prescription contrôlée

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités (à l'exception des locaux réservés au personnel de l'installation)

Constats : CONFORME

N°5 : Implantation – Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.5

Thème **Accessibilité**

Prescription contrôlée

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Constats : CONFORME

N°6 : Implantation – Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.7

Thème **Installations électriques**

Prescription contrôlée

Les installations électriques sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Constats : CONFORME

N°7 : Implantation - Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.8

Thème **Rétention des aires et locaux de travail**

Prescription contrôlée

a) Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.

b) La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.

c) Dans les abattoirs de ruminants, les emplacements sur lesquels il est procédé au retrait, à la manipulation et/ou au prélèvement de matériels à risques spécifiés sont conçus de façon à éviter ou, à défaut, à limiter au strict minimum les écoulements en provenance de ces produits et leur dispersion au sol, notamment par une utilisation rationnelle de l'eau et une collecte à la source d'éventuels résidus de ces matériels.

Constats : NON CONFORME

a) **Stockage de produits de nettoyage/désinfection sur parquet dans locaux administratifs.**

b) **Le sang des animaux n'est pas collecté de manière séparée entraînant la formation de caillots qui contribuent à colmater les systèmes de dégrillage.**

c) **Non contrôlée : la totalité des issues d'abattage est traitée en C1.**

N°8 : Implantation - Aménagement

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 2.9

Thème **Cuvettes de rétention**

Prescription contrôlée

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de

même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Constats : NON CONFORME – Absence de cuvette de rétention.

N°9 : Exploitation - Entretien

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004**

Annexe I, point 3.3

Thème **Connaissance des produits, étiquetage**

Prescription contrôlée

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature

et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats : CONFORME

N°10 : Exploitation – Entretien

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 3.5**

Thème **Vérification périodique des installations électriques**

Prescription contrôlée

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

Constats : CONFORME

N°11 : Risques

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 4.2**

Thème **Moyens de lutte contre l'incendie**

Prescription contrôlée

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

CONFORME pour la présence des équipements.

NON CONFORME pour les vérifications annuelles des extincteurs.

N°12 : Eau

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 5.1**

Thème **Prélèvements**

Prescription contrôlée

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : SANS OBJET – Réseau public d'adduction

N°13 : Eau

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 5.2**

Thème Consommation
Prescription contrôlée Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.
Constats : NON CONTRÔLÉE – Absence de relevé de consommation d'eau

N°14 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.3
Thème Réseau de collecte		
Prescription contrôlée Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.		
Constats : NON CONFORME – les eaux de lavage de la plateforme extérieure où sont stockées les matières stercoraires avant enlèvement ne sont pas collectées. Absence de plan des réseaux		

N°15 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.4
Thème Mesure des volumes rejetés		
Prescription contrôlée La quantité d'eau rejetée doit être mesurée au moins selon un rythme hebdomadaire.		
Constats : NON CONFORME – Absence de mesure des volumes rejetés.		

N°16 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.5-1
Thème Valeurs limites de rejet		
Prescription contrôlée L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduelles qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence. Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.		
Constats : NON CONFORME – Le système de dégrillage est artisanal et ne garantit pas l'espacement de 6 mm. Le dispositif est retiré lors des phases de lavage pour faciliter l'évacuation des eaux. Le dimensionnement de la fosse de réception des eaux résiduelles ne permet pas de prévenir les risques de débordement vers le milieu naturel lors des phases de lavage de fin d'abattage, d'autant plus que des caillots de sang colmatent le système d'évacuation vers la pompe de relevage.		

N°17 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.5-2
Thème Risques accidentels		
Prescription contrôlée Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, quelque soit les flux maximaux : <ul style="list-style-type: none">- pH : 5,5 – 8,5 ;- température : <30°C ; lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO : <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension (MES) : 600 mg/l* ;- DCO : 2 000 mg/l* ;- DBO 5 : 800 mg/l* ;- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>* Ces valeurs limites peuvent être différentes lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public et le dispositif de traitement le prévoit.</p>		
Constats : NON CONFORME – Absence d'analyses sur les rejets. N.B.: existence d'une convention de raccordement à la station de traitement collectif d'EYMET prévoyant des mesures de débit et analyses à une fréquence annuelle (en annexe).		

N°18 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.7
Thème Prévention des pollutions		
Prescription contrôlée Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir de déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.		
Constats : NON CONFORME – Écoulements chroniques de sang dans le cours d'eau "Le Dropt"		

N°19 : Eau

Source Arrêté Ministériel	du 30/04/2004	Annexe I, point 5.8
Thème Épandage		
Prescription contrôlée Peuvent faire l'objet d'un épandage le lisier, avec ou sans litière, transformé ou non, ainsi que le contenu de l'appareil digestif séparé de l'appareil digestif conformément à la réglementation en vigueur. L'épandage sur ou dans les sols agricoles est soumis à la production des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">– la liste des parcelles avec, pour chacune, son emplacement et sa superficie ;– l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines (distances d'éloignement) ;– un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comportant les dates d'épandages, les volumes de déchets ou d'effluents, les quantités d'azote épandu toutes origines confondues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures ; En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.		

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers, des zones de loisirs, des établissements recevant du public ;
- à moins de 35 mètres de points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux publics de baignades et des plages, à moins de 500 mètres en amont des piscicultures de rivière autorisées sous la rubrique 2130 de la nomenclature et des zones conchylicoles, à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs générateurs de brouillard fin lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

Constats : NON CONFORME – Absence des documents sus-cités sur le site d'exploitation.

N°20 : Eau

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 5.9**

Thème **Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée**

Prescription contrôlée

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés en contrôlant, à ses frais, les paramètres suivants : pH, température, DCO, DBO5, MES, azote global et phosphore total.

Cette mesure est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'écologie et du développement durable.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées qui peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores.

Constats : NON CONFORME – Absence d'analyses sur les rejets.

N°21 : Air, odeurs

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 6.1**

Thème **Valeurs limites**

Prescription contrôlée

Les sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

Constats : CONFORME – Absence de plaintes pour nuisances olfactives.

N°22 : Déchets

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 7.1**

Thème **Récupération, recyclage, élimination**

Prescription contrôlée

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en

effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux. Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés sont éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

Constats : CONFORME

N°23 : Déchets

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 7.2**

Thème **Contrôle des circuits**

Prescription contrôlée

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation, notamment pour les matières relevant du service public de l'équarrissage.

Constats : CONFORME

N°24 : Déchets

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **.Annexe I, point 7.2**

Thème **Stockage des déchets**

Prescription contrôlée

Les sous-produits animaux et les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs,...).

Constats : CONFORME

N°25 : Déchets

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **.Annexe I, point 7.3**

Thème **Déchets banals**

Prescription contrôlée

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

Constats : NON CONFORME – présence de déchets recyclables stockés à l'étage des locaux administratifs.

N°26 : Bruit et vibrations

Source **Arrêté Ministériel** du **30/04/2004** **Annexe I, point 8.1**

Thème **Valeurs limites de bruit**

Prescription contrôlée

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de

compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Constats : CONFORME – Absence de plaintes pour nuisances auditives.

Bilan synthétique des fiches de constats

Les 26 fiches de constat ci-dessus fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

> les fiches de constat suivantes font l'objet de propositions de suites administratives:

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
Dossier installation classée	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 1.4	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	30 jours
Rétention des aires et locaux de travail	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 2.8	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Cuvette de rétention	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 2.9	Demande d'action corrective	30 jours
Moyens de lutte contre l'incendie	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 4.2	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Consommation d'eau	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.2	Demande d'action corrective	30 jours
Réseau de collecte Plan des réseaux	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.3	Demande d'action corrective	30 jours
Réseau de collecte	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.3	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	6 mois
Mesure des volumes rejetés	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.4	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Valeurs limites de rejet Prétraitement	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.5	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Valeurs limites de rejet Analyse des rejets	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.5	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Prévention des pollutions	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.7	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	6 mois
Épandage	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.8	Demande d'action corrective	30 jours
Surveillance des pollutions rejetées	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 5.9	Demande d'action corrective Arrêté de mise en demeure	3 mois
Déchets banals	AM du 30/04/2004, Annexe I, point 7.3	Demande d'action corrective	30 jours

III – CONCLUSIONS

Des non-conformités majeures sont relevées concernant la gestion des effluents et leur caractérisation. Elles font l'objet de la rédaction d'un projet d'arrêté de mise en demeure qui sera proposé à la signature de la Préfète de Dordogne à l'issue de la phase contradictoire prévue par l'article L.121-1 du code des relations entre le public et les administrations.

Cette mise en demeure portera sur les points suivants :

> sous un délai de 30 jours :

- régulariser la situation administrative de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement en procédant à sa déclaration via le site demarches.service-public.fr,

> sous un délai de 3 mois :

- mettre en place un protocole de suivi et d'analyses des eaux résiduaires,
- mettre en place un protocole de lavage permettant au prétraitement d'évacuer les eaux résiduaires sans risque de débordement vers le milieu naturel,
- remplacer le dégrillage existant par un système répondant aux exigences réglementaires,
- collecter le sang des animaux abattus de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents,

> sous un délai de 6 mois :

- installer un système de collecte des eaux de lavage de la plateforme de traitement des issus d'abattage et de stockage des matières stercoraires,
- déterminer l'origine et mettre en place les mesures correctives permettant de prévenir les écoulements de sang dans le cours d'eau "Le Dropt".


Pour les autres points de non-conformités, il est demandé à l'exploitant, sous un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport, la mise en place des mesures correctives suivantes :

- mettre en place des cuvettes de rétention pour tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol,
- fournir un relevé de consommation d'eau pour les 3 dernières années ainsi que les tonnages de carcasses abattues associés,
- fournir un plan des réseaux de collecte des eaux résiduaires et des eaux pluviales,
- établir un dossier d'épandage comportant les éléments listés à la fiche n°19 du présent rapport (point 5.8 de l'annexe I de l'AM du 30/04/2004),
- évacuer via les filières réglementaires les déchets stockés à l'étage des locaux administratifs.

IV – TRANSMISSION ET SIGNATURE

Le présent rapport est transmis à l'exploitant qui est invité à faire part de ses observations sous 15 jours à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations.

Fait à Périgueux le 20 janvier 2025

	<p>L'Inspecteur des installations classées,</p>  <p>Philippe GALLAIS</p>
--	--

